



La Commune



Après les élections régionales

Etat espagnol

Les élections régionales en Galice et au Pays Basque reflètent avant tout la débâcle des partis qui formaient les gouvernements sortants, la coalition des socialistes et des nationalistes, en Galice, celle des nationalistes, flanqués de EB-IU, ces ex-staliniens et leurs divers satellites, allant des écologistes à d'autres groupuscules, au Pays Basque. Sur fond de déroute économique et financière terrible qui frappe la péninsule et qui a sonné le glas du prétendu "miracle" espagnol, bilan d'une élection lourde de conséquences.

En Galice, le Parti Populaire avec 47,1% des suffrages obtient 38 députés au parlement régional et le PSOE, 25 avec 29,9% des voix. Soulignons ce résultat du PSOE, puisqu'il passe de 483.357 suffrages en 2005 à 182.227 aujourd'hui ! le BNG (Bloc Nationaliste Galicien), ses alliés au gouvernement, perdent aussi plus du double de leurs anciens électeurs déçus dans les milieux populaires. Les travailleurs se sont donc abstenus de réélire le gouvernement de coalition PSG-BNG qui a prouvé son incapacité à satisfaire les revendications les plus élémentaires des travailleurs, des pêcheurs et des petits paysans (la Galice est une région sous-développée qui dépend encore pour beaucoup de ces deux secteurs d'activité sinistrés et où l'activité industrielle, principalement celle des chantiers navals ne l'est pas moins). Les électeurs qui, il y a quatre ans, lors des précédentes élections, avaient investi leurs illusions de changement sur ces formations, aujourd'hui défaites, ont donc très vite compris que la sortie de la misère ne passait pas par leur politique, et ont préféré l'original à la copie.

A qui profite le revers des nationalistes?

Au Pays Basque, où la participation a encore baissé et où l'on décompte 35% d'abstention (plus 10% de votes blancs et nuls), la situation est beaucoup plus confuse. Les trois partis qui formaient le gouvernement sortant perdent des dizaines de milliers de voix : le PNV (Partido Nacionalista Vasco) passe de 38, 5% des voix en 2005 à 29,3% aujourd'hui, soit une perte de plus de 70.000 suffrages ; EA (Eusko Alkartasuna), une ancienne scission des nationalistes passe de 9,3% à 3,6%, perdant la moitié de ses électeurs et EB-IU (Ezquerria Batua-Izquierda Unida, bloc avec les staliniens), passe de 5,3% à 3,5% perdant ainsi plus de la moitié de ses sympathisants (65.023 en 2005, 36.134 en 2009) Avec un seul député il ne pourra pas servir d'appoint au PNV et à EA. Du côté de ceux qui gagnent des voix, le PSE-PSOE et son candidat Patxi Lopez passe de 22,6% à 30,7%, gagnant environ quarante mille suffrages et UPD, une scission des socialistes obtient 2,1% des voix. Elle se présentait pour la première fois à ces élections. Quant aux nationalistes radicaux de ARALAR, ils ont bénéficié apparemment d'une partie des suffrages des anciens électeurs du Parti Communiste des Terres Basques (PCTV) (ex -Herri Batasuna) qui, cette fois-ci en appelaient au vote nul, puisque la nouvelle étiquette politique sous laquelle ils se présentaient, DM3 avait été illégalisée en application de la loi sur les partis. ARALAR a remporté 6% des voix, soit presque le triple qu'aux élections régionales de 2005, ne réussissant qu'en partie à rééditer le score du PCTV (150.000 voix en 2005) qui, lui, se prévaut des 10% de votes nuls.

Une situation instable et confuse

C'est la monarchie et ses institutions qui sortent affaiblies de ces élections, puisque ce sont ses gouvernements respectifs et agréés par le propre monarque qui, selon la Constitution espagnole les investis de leurs pouvoirs et devant laquelle leurs présidents doivent jurer fidélité. Les partis perdants sont ainsi rejetés par les masses qui ont sanctionné une politique toute entière dirigée contre les travailleurs et les jeunes et exprimant le ras-le-bol contre la crise qui s'abat sur tout l'État espagnol, saignant de manière implacable toutes les couches de la population. En effet, au Pays Basque, le vote PNV et EA, est avant tout le fruit pourri du clientélisme politique et social de ces formations, desquelles dépendent des dizaines de milliers d'emplois, pour la plupart précaires d'ailleurs, qu'ils font miroiter aux travailleurs afin d'obtenir leurs suffrages, mais qui eux aussi sont maintenant réduits comme peau de chagrin par la crise capitaliste impitoyable. EB-IU, embarquée par ses dirigeants opportunistes dans ce gouvernement racoleur en a donc fait les frais, payant ainsi justement sa politique sans principes, qui couvre les agressions contre les travailleurs des centaines d'entreprises aujourd'hui sinistrées ou en chômage technique, que les patrons, avec l'agrément du gouvernement dont il est solidaire et, au sein duquel ses dirigeants détenaient le portefeuille des affaires sociales, ont bien su rentabiliser.

Alliances contre nature

Mais pour le Parti Socialiste l'avenir, est bien sombre aussi, car il devra gérer l'instabilité politique renforcée aujourd'hui au Pays Basque par le besoin d'obtenir l'appui du Parti Populaire, devant composer avec lui dans une région où jusqu'ici tous les problèmes et non des moindres sont aggravés, comme celui de l'autodétermination des peuples qui, confié aux nationalistes du PNV et EA, l'ont séquestré à leur profit, c'est à dire à celui de la bourgeoisie, avec la complicité du PSOE et de IU. Rappelons pour mémoire aux nombreux amnésiques politiques volontaires que jusqu'à la veille même de l'approbation de la Constitution monarchique, le droit à l'autodétermination des peuples, basque, catalan, canarien et galicien, était inscrit dans le programme du PSOE, au même titre que l'abolition de la monarchie héritière du franquisme et la proclamation de la République. Autres temps, autres moeurs. Ce gouvernement autonomiste sera miné dès sa formation par un soutien inavouable, celui des anciens franquistes du PP qui harcèlent sans relâche, à Madrid et dans les autres autonomies le PSOE. Il devra composer avec eux, se rendant ainsi encore plus indifférencié vis à vis du PP, aux yeux des travailleurs et des couches sociales qui lui font encore confiance malgré tout. En dépit des quatre millions de chômeurs qui s'annoncent déjà et des cinq millions que les experts

économiques nous promettent pour 2010, malgré les milliards qu'il injecte dans les poches des patrons véreux de la finance et de l'industrie, et cela, sans contreparties, pris sans états d'âme dans celles des travailleurs et de toutes les couches de la population pour financer encore plus de fermetures d'usines et de licenciements, plus de plans sociaux ruineux pour la classe ouvrière, plus de délocalisations, plus de paupérisation.

Education et automobile

Et c'est en Catalogne où l'on peut apprécier le mieux la politique du Parti Socialiste et de ses allés, les ex-" communistes " et Ezquerria Republicana de Catalunya, qui doivent faire face maintenant à la grève des enseignants contre la Première Loi sur l'Éducation catalane qui " introduit des méthodes de gestion privée, abrogeant le caractère public du système éducatif ", comme le soulignait un professeur interrogé parmi les 80 000 manifestants de Barcelone dans un défilé qui vient de rassembler plus de 80 % des enseignants des écoles et 60% des lycées. À cet égard, le journal La Vanguardia titre : "Les enseignants harcèlent le gouvernement de Catalogne". Les étudiants sont, eux aussi, mobilisés contre la privatisation de l'université, le Plan Bologna, imposé par le gouvernement en application des directives européennes et qui fait l'objet d'une campagne d'éloges, relayée dans la presse par les dirigeants de l'UGT (Union Générale des Travailleurs) et les officiels gouvernementaux qui en vantent les acquis sans vergogne, alors que cela va signifier la fin de l'université publique avec l'augmentation du coût des inscriptions - deux fois plus chères - et sa braderie aux marchands et à l'Église, un nouveau cadeau de Rodriguez Zapatero à l'obscurantisme épiscopal, si décrié pourtant dans la propagande officielle et pour la galerie. Et le gouvernement n'a d'autre argument contre eux que celui de la répression!

Et, cerise sur le gâteau pour les patrons , on apprend que l'UGT de SEAT (automobile) à Barcelone, finalement soutenue par les CCOO (Commissions Ouvrières), propose à la direction de geler les salaires cette année, en contrepartie du montage d'un nouveau modèle de voiture sur ses chaînes.

Cette "généreuse" proposition des bureaucrates syndicaux, en sus du gel les salaires, prévoit une augmentation salariale de moitié inférieure à celle que l'IPC envisage pour 2010. Mais cela ne suffit pas pour la direction qui intensifie sa pression sur les travailleurs et insiste pour que les salaires soient gelés pendant une période de deux ans.

Le doute n'est plus permis, la classe ouvrière doit se réapproprier ses organisations et chasser le principal obstacle à la mobilisation unie des travailleurs et de leurs organisations qui se situe à la tête de celles-ci.

Pamplona-Irunea: D. Blaya,

correspondant dans l'Etat espagnol du MST-I

Modifié le lundi 13 avril 2009

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol



« L'irruption d'un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L'Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »



Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »



Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »



Institutions en crise et nationalités



Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »



À l'épreuve du pacte P.P - P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »



Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »